

## Burundi : Les médias privés dans le collimateur du pouvoir

@rib News, 23/09/2010 Les journalistes de certains médias privés de Bujumbura se sont vus refuser l'entrée dans une conférence de presse organisée jeudi au palais présidentiel lors du retour du président de l'Inde, alors qu'aucune invitation n'avait été envoyée par la présidence de la République et qu'aucune exception n'avait été faite ayant été invitée. Devant le palais présidentiel, les choses ont tourné autrement, a-t-on constaté sur place. Seuls les journalistes de la Radio Télévision Nationale (RTNB) et de la Radio Télévision Salaam ont eu accès à la conférence animée par le président de la République dès son retour à Bujumbura. Les radios Rema FM, Bonesha FM, Isanganiro, RT Renaissance et la RPA n'ont pas pu accéder à la salle de conférence.

Des invitations distribuées sur place portaient les noms des journalistes qui avaient l'autorisation d'entrer et ceux des radios privées n'étaient pas sur la liste des invités. Le ministre de l'Intérieur Edouard Nduwimana, en mission de Makamba, au sud du Burundi, s'est dit sidéré par l'attitude de certains médias burundais surtout dans le périodisme d'insécurité causée par des « bandits » armés. Il déplore le fait qu'un journaliste de la Radio Publique A soit entretenu avec un des malfaiteurs avant les attaques de Rukoko mais n'a rien fait pour alerter la police. Revenant sur le comportement de ce journaliste de la RPA, le directeur de la police se dit lui aussi choqué par ce journaliste qui pouvait livrer des informations à la police pour prévenir les attaques. Fabien Ndayishimiye, DG de la police fustige aussi certains médias qui se comportent comme des portes-paroles des gens ou groupes inconnus qui s'agitent à la panique dans le pays », a-t-il déclaré mercredi dans une conférence de presse. Les relations médias-Etat se sont aussi détériorées ces derniers jours avec l'emprisonnement de Jean Claude Kavumbagu, directeur du journal en ligne Net Press. Arrêté depuis juillet, il est détenu pour avoir douté sur les capacités des forces de sécurité burundaises de faire face à des attaques terroristes. Il risque la perpétuité, malgré les demandes incessantes des professionnels des médias pour libérer sans condition Kavumbagu, qui est devenu un habitué de Mpimba car il avait déjà été emprisonné plus de 4 fois par les pouvoirs successifs. Néanmoins, les médias burundais sont salués par pas mal d'observateurs politiques qui ont apprécié leur solidarité dans la couverture de la campagne électorale et les différents scrutins qui viennent de se dérouler au Burundi. Dans l'histoire des rebellions, ces radios privées avaient joué un grand rôle dans la recherche des leaders des rebelles et leurs avaient tendu le micro alors que le pouvoir de l'époque ne le voulait pas. A maintes reprises, certains journalistes ont été arrêtés, emprisonnés, torturés ou même poussés à l'exil. Leurs respectifs avaient été interrompus momentanément puis rouverts après de longues négociations avec le gouvernement qui les considérait comme étant au service de la rébellion. [ND]